

Bassin du fleuve Niger : inondations dévastatrices à Malanville, où sont passés les milliards investis ?

Depuis 2007 à Malanville, une ville située à l'extrême Nord-est du Bénin, à la frontière du Niger, des inondations emportent chaque année des humains, des bétails et des habitations ; laissant derrière elles, désolations et scènes de chaos. Pourtant, plusieurs projets sont financés à coups de milliards par des institutions internationales, pour des résultats très peu satisfaisants. Entre l'absence d'ouvrages de protection des habitations et l'inefficacité du système d'alertes de prévention des inondations, les populations de Malanville portent leur croix depuis plus de 10 ans.



Sur le fleuve Niger, Crédit Photo : Megan Valère SOSSOU

Début septembre 2017, Zoulémiatou, la quarantaine, a tout perdu. Cloîtrée avec ses sept enfants orphelins dans une pièce précaire en pailles, la désormais veuve, larmes aux yeux, peine encore à croire que le fleuve qui lui a tant donné, en vienne à tout lui prendre.

À Garou-Tédji, un village de la commune de Malanville à l'extrême Nord-Est du Bénin, il y a cinq ans, les inondations ont emporté son époux. Elle ne reverra jamais son corps. Non plus, la vingtaine de tonnes de produits agricoles en réserve, une épargne d'argent de plus de 800 000 F CFA, représentant deux années d'économie, soit 24 mois de travail, une habitation de trois cases, un bétail d'une vingtaine de têtes de moutons, le tout emporté par les eaux débordées du fleuve Niger. Dévastée, Zoulémiatou n'a plus de mot pour décrire la catastrophe qui a frappé sa famille en septembre 2017.

Selon les chiffres communiqués par l'actuel maire de la commune de Malanville, Gado GUIDAMI, rien que pour l'année 2020, dix mille trois cent vingt-et-une (10 321) personnes ont été victimes des inondations dans onze (11) villages. Pire, huit (08) personnes ont péri par noyade et deux mille cent-seize (2.116) hectares de cultures ont été ravagés, sans compter les habitations démolies. C'est l'équivalent du quart de la superficie totale de Cotonou, capitale économique du Bénin.

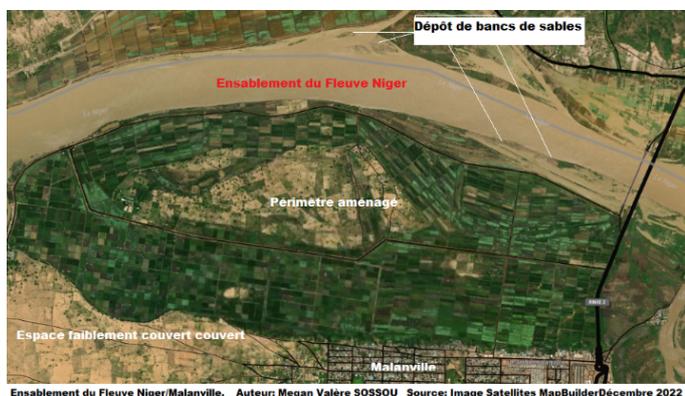
À Kotchi, un petit village enclavé de Malanville, les dégâts sont bien plus perceptibles au point où l'espoir de continuer à y résider s'amincit au jour le jour. Le lundi 30 août 2021, en pleine saison pluvieuse et donc inondation, quatre adolescentes ont perdu la vie au cours d'une traversée en pirogue alors qu'elles revenaient de ce village. Il y a plus d'une décennie déjà que ces inondations sont entretenues par des facteurs aussi bien naturels qu'anthropiques dans la commune de Malanville.

Une combinaison de causes climatiques et anthropiques

Plusieurs acteurs à Malanville pointent du doigt l'action de l'Homme à travers la déforestation excessive en faveur des activités agricoles et le changement climatique comme principales causes liées aux inondations cycliques.

Théodore ADJAKPA, géographe environnementaliste, auteur de [plusieurs études scientifiques](#) sur les inondations dans le bassin du fleuve Niger, soutient que les populations à la recherche de terres agricoles ont contribué excessivement à la déforestation en occupant les zones inondables du bassin du fleuve Niger. Une situation qui a occasionné l'ensablement du fleuve. « *Le bassin a perdu une bonne partie de son couvert végétal, exposant ainsi les sols nus à l'érosion hydrique et éolienne* » a-t-il expliqué. Ce qui aurait entraîné de forts ruissellements et de faibles infiltrations.

Une réalité confirmée par [une étude scientifique](#) intitulée « Fleuve Niger et les changements climatiques » qui a indiqué que les débits maximaux annuels du fleuve Niger ont fortement diminué, passant de 41 % avant 1970 à 23 % de nos jours. En effet, l'ensablement, favorisé par la dégradation du couvert végétal des versants de la vallée, tapit le fond du fleuve et réduit le rythme de circulation favorable aux crues.



Po
ur
le
gé
og
ra
ph
e-
en
vi
ro
nn
em
en
ta
li
st
e,

le
fa
ct
eu
r
pr
in
ci
pa
l
de
s
in
on
da
ti
on
s
da
ns
le
ba
ss
in
du
Ni
ge
r
de
me
ur
e
la
co
nc
en
tr

at
io
n
de
s
pr
éc
ip
it
at
io
ns
sa
is
on
ni
èr
es
su
r
un
e
sa
is
on
pl
uv
ie
us
e
do
nt
la
du
ré
e
se

ré
du
it
d'
an
né
e
en
an
né
e.
Au
tr
em
en
t
di
t,
le
ch
an
ge
me
nt
cl
im
at
iq
ue

se
ma
ni
fe
st
e
pa

r
un
e
ma
uv
ai
se
ré
pa
rt
it
io
n
de
s
pl
ui
es
av
ec
un
e
ré
du
ct
io
n
tr
ès
pe
rc
ep
ti
bl
e
de
la

sa
is
on
pl
uv
ie
us
e,
au
gm
en
ta
nt
ai
ns
i
l'
ag
re
ss
iv
it
é
cl
im
at
iq
ue
su
r
un
so
l
fa
ib
le
me

nt
co
uv
er
t.
À
l'
en
cr
oi
re
,
ce
tt
e
si
tu
at
io
n
es
t
fa
vo
ri
sé
e
ég
al
em
en
t
pa
r
la
sé
ch

er
es
se
ré
cu
rr
en
te
,
ob
se
rv
ée
au
co
ur
s
de
s
an
né
es
19
70
et
19
80
.

Aussi, a-t-il ajouté, la hauteur importante des pluies au mois d'août avoisinant 255 mm en moyenne et la forte pluviométrie en amont du fleuve du Niger en Guinée entraînent des inondations catastrophiques dans le bassin du fleuve Niger. Et pourtant, depuis le début des inondations en 2007, un montant global de plus de 25 milliards de Francs CFA a été englouti dans divers projets censés prévenir les catastrophes.



Malanville, Crédit photo : Megan Valère SOSSOU

Pluie de milliards sur Malanville

A Malanville, les projets censés protéger les populations se sont succédés, mais aucun ne s'est jamais donné pour mission de construire un ouvrage capable d'endiguer les inondations. Inoussa DANDAKOUE, Maire de la commune de Malanville de 2015 à 2020, reconnaît les dysfonctionnements : *« La plupart des projets qui sont intervenus, je ne les vois pas aller loin. Parce que leurs actions ne sont pas suivies. Ceux qui sont censés appliquer les actions ne les conçoivent pas bien »*.

Pour l'actuel Maire, Gado GUIDAMI, il y a un certain cafouillage dans la réalisation des projets, ce qui a entraîné une absence d'efficacité. *« Une bonne partie des interventions des projets ou ONG vient pour secourir. Aucun projet n'a été spécifiquement dédié à la lutte contre les inondations dans la commune »*, nous a-t-il confié.

À en croire Yacoubou TOROU, Responsable Risque et Catastrophe à la mairie de Malanville, plusieurs projets sont intervenus, notamment le projet Système d'Alerte Précoce (SAP-Bénin). Initiées suites aux dégâts causés par les inondations en 2010, ce projet a pour objectif de renforcer les capacités de surveillance météorologique, climatique et hydrologique, afin de créer des Systèmes d'alerte précoce (SAP) et d'information

pour répondre à des conditions météorologiques extrêmes et planifier l'adaptation au changement climatique au Bénin.

Financé en 2013 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds pour l'Environnement Mondial, ce projet a englouti 9 255 774 500 de FCFA pour un résultat mitigé. Selon le rapport final du projet que nous avons consulté, *le développement de conseils hydrologique/climatologique/météorologique répondant aux besoins d'acteurs socio-économiques n'a pas été réalisé et toute une série d'outils et études non réalisées (partenariat SAP-Communes absent, Portail d'accès libre aux données et informations et plate-forme mobile-phone de conseils agricoles non réalisé, étude portant sur les Proportions des populations (H/F) utilisant les alertes et informations climatiques non disponibles...).*

Comme la famille de Zoulémiatou qui a tout perdu, les alertes sont nécessaires pour les personnes vulnérables (activités agricoles dans les lits des cours d'eau, pêcheurs artisanaux, populations vulnérables avec constructions précaires le long des cours d'eau, villages de pêcheurs). Selon le [rapport final du projet](#), *« les activités de communication et sensibilisation des populations ont été minimales durant le projet »*. *« Les activités du projet n'ont pas un impact direct sur les populations »*, précise le rapport.

Le projet a prévu la réalisation et la diffusion, via des radios locales, des messages d'alertes en langues locales, pour prévenir les populations des risques d'inondations. Mais, la ville de Malanville ne disposait pas de radio locale. Aucun des experts ayant travaillé à l'élaboration du projet ne s'en est rendu compte. Finalement, c'est la Radio Fara'a FM de Gaya au Niger près de la frontière du Bénin et la Radio du service public (Ortb) dont l'antenne régionale est située à près de 300 km de Malanville, qui ont servi de canaux de diffusion de messages d'alertes, mais ceci sans un réel impact. En témoigne le [rapport d'évaluation](#) du dispositif de production et de

diffusion des alertes aux inondations du fleuve Niger qui conclut que : « *l'absence de radios locales qui émettent en langue compréhensible par les populations riveraines a affecté négativement la réussite du dispositif d'alerte* ».

Osséni Gayouga est riziculteur à Monkassa, l'un des villages les plus vulnérables aux inondations à Malanville. Il déplore : « *Chaque année, les eaux nous surprennent toujours. Aucune alerte n'a rien prévenu ici. Comme on n'a jamais su quand elles venaient, on ne sait jamais quand elles devraient aller* ».

Dans la même commune, en dehors du projet SAP Bénin, un autre projet financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) censé lutter contre les effets du changement climatique, a été déployé, sur quatre ans. Plus de 07 milliards de FCFA y sont passés, sans que les objectifs fixés soient atteints.



Riziculture de contre saison à Bodjécali, Crédit Photo : Megan Valère SOSSOU

Dans le même bassin, la Banque Africaine de Développement (BAD) a financé un Programme pour lutter contre l'ensablement du fleuve Niger. Intitulé Programme Intégré de Développement et d'Adaptation au Changement Climatique dans le bassin du Niger (PIDACC), il est mis en œuvre par l'Autorité du Bassin du Niger, une institution créée en 1980 pour assurer un

développement intégré du bassin et promouvoir la coopération entre les 09 pays traversés par le fleuve Niger (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigéria et Tchad).

Ce programme dont la première phase a amorcé la lutte contre l'ensablement et l'érosion hydrique à l'échelle du bassin a connu [une seconde phase](#). D'un budget de plus de 09 milliards, cette deuxième phase vise à préserver les écosystèmes du bassin à travers la réduction de l'ensablement du fleuve Niger. Trois ans après son lancement, ce projet, censé prendre fin en 2025, connaît jusqu'en 2022 des résultats qui sont très loin des attentes sur le terrain. Le taux de décaissement en est encore à 1 % à la date du 25 janvier 2022, selon [le rapport de l'équipe du programme](#).

Encore faut-il noter qu'au sein du même projet, des conflits de compétence au niveau de certaines équipes de mise en œuvre ont conduit à la démission de plusieurs cadres du programme. Cette léthargie est partagée par tous les acteurs intervenants dans ce projet, à partir de la Banque Africaine de Développement (BAD), jusqu'aux unités de gestion du programme dans chacun des pays sous tutelle de l'Autorité du Bassin du Niger, [selon le même rapport](#).

Worou Wara ADAMOU, Coordinateur National du PIDACC au Bénin explique : « *C'est vrai qu'il y a eu des cascades de démission. Les raisons sont liées au traitement salarial et aux avantages directs des cadres.* » A l'en croire, le faible taux de décaissement enregistré se justifierait par le retard accusé dans le recrutement et les travaux des bureaux d'étude. Conséquence, les populations continuent de faire face impuissamment aux inondations destructives et fatales au vu et au su des pouvoirs publics qui y accordent très peu d'attention et d'actions probantes.

« Ce que je suis venu voir est ahurissant, alarmant »

À la suite des inondations de 2015, Placide AZANDE, le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Boni YAYI, s'était rendu le mercredi 16 septembre 2015 au chevet des populations de la commune de Malanville. Il a, pour l'occasion, annoncé que le génie militaire se mettrait à l'œuvre pour construire des digues afin d'éviter de nouvelles inondations. Une promesse politique jamais tenue, après quoi, les inondations continuent de dicter leurs lois.

Cinq ans après, et à la veille de l'élection présidentielle de 2021, une tournée parlementaire a été conduite par l'actuel président de l'Assemblée nationale, Louis Gbèhounou Vlavonou. Il est allé à la rencontre des populations victimes d'inondations à Malanville. Face aux nombreuses préoccupations exprimées, [le Président de l'Assemblée Nationale a répondu](#) : « ... Je pourrai porter directement la voix des sans voix que je suis venu voir, en personne au chef de l'État. Je pourrai lui dire que ce que je suis venu voir est ahurissant, alarmant ». Plus d'un an déjà et rien de concret.

La preuve que cette partie du Bénin bénéficie de peu d'attention aux yeux des politiques dont le seul intérêt est de venir faire la quête électorale. Un sentiment largement partagé au sein de la population à Malanville. « *Malanville ne fait pas partie du Bénin ?* », s'interrogera Abdel Aziz FAYOMI, jeune aviculteur à Bodjécali, commune de Malanville.

Malanville entre résilience et résistance

Il y a plus de vingt ans que Bouraima Moukaila, alias « Coach », vit à Galièl, quartier le plus populaire de Malanville. De concert avec d'autres jeunes du quartier, il a initié la construction d'un ouvrage de franchissement grâce à une collecte de fonds, dont il est énormément fier : « *Cette initiative citoyenne nous a permis de réaliser ce pont dont*

l'efficacité n'est plus à démontrer ».



Pont réalisé sur l'initiative citoyenne des jeunes de Galiel, Crédit Photo : Megan Valère SOSSOU

À Malanville, la majorité des habitations est faite de paille et de tôle pour non seulement amoindrir l'ampleur des dégâts liés aux inondations, mais aussi éviter la ruine. Elles sont récupérables et limitent les décès contrairement aux habitations en terre battue. L'élu local de Galiel, GARBA Oumorou ne s'est pas empêché de faire de même. Car, a-t-il confié, les inondations à Malanville n'épargnent personne.



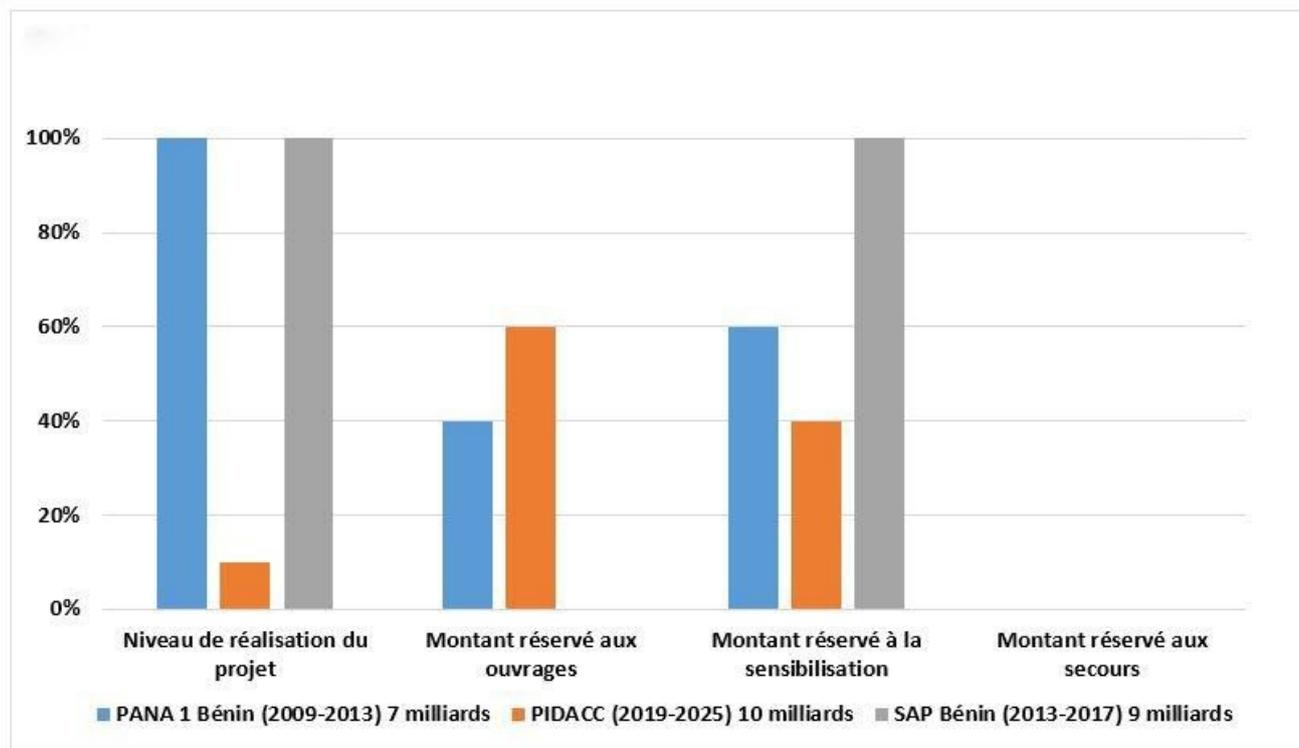
Type d'habitation répandue à Malanville, Galiel, Crédit photo : Megan Valère SOSSOU

Une zone occupée par les riziculteurs et maraîchers au nord-ouest de la commune est quant à elle protégée par une grande

digue de 5 km réalisée par la coopération chinoise en 2006. Au regard de l'efficacité de cet ouvrage, les acteurs sont unanimes qu'il n'y a que la construction d'ouvrages de protection qui pourra pallier le problème.



Au contraire, selon nos recoupements, la grande majorité des investissements (60 %) est dépensée dans les projets de secours chaque année, après donc la survenue des inondations et leurs dégâts, contre une part relativement moyenne (30 %) pour les projets de prévention, donc de sensibilisation et de production d'informations agrométéorologiques. Les investissements dans des constructions d'ouvrages de protection, d'endiguement et d'aménagement hydro-agricole sont encore plus faibles (10 %). Pourtant, tous les acteurs rencontrés reconnaissent que la réalisation d'ouvrages constitue la solution durable.



Auteur : Megan Valère SOSSOU

Pour définitivement tourner le dos aux inondations, un plaidoyer a été lancé en 2018 par la Plateforme de Gestion des Risques et Catastrophes liés au Changement Climatique. L'objectif est d'inciter à la construction d'une digue longue de plus de 100 km. Cette digue doit quitter la limite Karimama-Malanville à l'ouest, pour la limite Malanville-Nigéria à l'est.

Ibrahim SAFIRI, géomorphologue, spécialiste en aménagement des eaux de surface en appelle à une synergie d'action entre le Niger et le Bénin pour plus d'efficacité dans la lutte. Car constate-il, « du côté du Niger, les efforts qui ont été faits sont un peu plus importants que ce qui est fait du côté du Bénin ».

Un risque catastrophique permanent

En raison de l'engloutissement des milliers d'hectares de cultures, de récoltes et de la contamination du système d'approvisionnement en eau potable par les eaux d'inondation, la famine, la migration et l'épidémie de choléra constituent l'épée de Damoclès qui plane sur la commune de Malanville.

A l'image des inondations catastrophiques de 2010, les scientifiques soutiennent qu'un phénomène de grande ampleur reviendrait au moins chaque 10 ans. Il n'y a donc plus de doute sur l'imminence d'une nouvelle catastrophe climatique avec à la clé des conséquences sur la santé, l'économie, l'éducation et sur les réseaux de téléphonie, d'électricité, d'eau, d'infrastructures routières.

Pourtant, Malanville dispose d'un potentiel économique important. Elle abrite le 2^e plus grand marché du Bénin dont les recettes en 2020 par exemple affichaient 105 813 150 de FCFA à la [régie autonome](#). Il s'agit de l'un des plus grands marchés céréaliers et maraîchers de la sous-région ouest africaine. La commune de Malanville joue aussi un rôle crucial de transit de marchandises depuis le port de Cotonou par son poste frontalier. Il urge d'endiguer définitivement les inondations pour le bien-être socio-économique et environnemental de Malanville et ses environs.

Toutefois, retenons que la persistance des inondations à Malanville incombe non seulement aux différents projets exécutés sans succès ou grand succès, mais aussi au pouvoir public béninois qui accorde très peu d'attention à la résolution définitive du problème qu'à jouer le médecin après la mort.

Enquête réalisée par Megan Valère SOSSOU avec l'appui de la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO)

Comme à Malanville, commune du Bénin, les populations de la localité de Gaya au Niger souffrent toujours des inondations malgré les milliards injectés. Les résultats de la même enquête réalisée par notre confrère Nigérien Nasser ZADA sont à retrouver en version audio [ici](#)